

# La direction confirme le blocage des salaires



Les négociations salariales pour les personnels de l'AFP sous contrat français (statut siège) ont échoué. Il ne pouvait en être autrement. La direction est venue les mains vides à la seconde réunion de la NAO (négociation annuelle obligatoire), le jeudi 10 octobre. Après plus de deux heures d'échanges parfois houleux, les "partenaires sociaux" se sont séparés sur un constat d'échec.

Après avoir décidé des investissements pharaoniques mal financés (pour le système rédactionnel Iris et les travaux au siège parisien), la direction semble décidée à prolonger le blocage des salaires ad vitam aeternam. Elle ne veut même plus appliquer les hausses négociées au niveau de la presse parisienne (SPQN) qui assuraient autrefois que nos salaires suivent l'évolution de l'indice des prix Insee.

## Piqûre de rappel

Avec d'autres intervenants, nous avons rappelé que l'application des hausses SPQN était inscrite dans les conventions collectives des employés, ouvriers et cadres de l'AFP ; et qu'elle était également un usage d'entreprise pour les journalistes. Mais, prétextant des contraintes financières, la direction s'assied sur les conventions et le droit. SUD l'a mise en garde : la dette sociale est déjà lourde (indemnités congés payés seulement partiellement régularisées, précarité, droits insuffisants pour les salariés locaux) ; il ne faut pas l'augmenter.

Parmi les mesures prises ou confirmées par l'actuel PDG, et sur lesquelles des contentieux sont en cours aux prud'hommes, avec le soutien de SUD :

- Le **décrochage** du barème de la presse parisienne (SPQN)
- La **non-indexation** des primes au 1er mars
- Le **ratissage** de primes.

(Explications dans notre compte rendu de la première réunion NAO, <http://www.sud-afp.org/spip.php?article208> )

Nous avons aussi rappelé que les décisions de justice devaient être appliquées.

SUD a réinsisté sur la nécessité d'une revalorisation du barème des **piges** et d'une stabilisation du volume global de piges (qui est fortement réduit en France actuellement). Nous avons aussi réédité notre demande sur une réouverture de négociations concernant la **précarité**.

Par ailleurs, nous avons réitéré notre demande de négociations sur **un véritable plan de carrière pour les cadres administratifs**.

Nous avons aussi rappelé que les personnels avaient subi au cours des dernières années de nombreux désagréments liés aux déménagements et aux réorganisations. Le transfert des

services du 4 rue de la Bourse vers le siège, prévu en 2014, permettra de réaliser une économie d'1,8 million d'euros par an, cependant le personnel n'en verra pas la couleur.

Visiblement la direction n'était pas disposée à lâcher quoi que ce soit. Nous sommes même restés sans réponse de sa part lorsque - incroyable mais vrai - *SUD* a proposé une mesure d'économies. Sans chercher la polémique sur les dépenses "réceptions", nous avons rappelé que de nombreux journalistes souhaitaient un assouplissement des conditions de mobilité fixées unilatéralement par la direction (règle des 4 ans). Or, outre le coût social de cette mobilité (vie familiale compliquée...), elle a aussi un coût financier dont la pertinence reste à prouver : le poste "déménagement du personnel" a augmenté en 2012 de 9,1% et le poste "voyages mutation" de 17,6%. Ce surcoût pourrait être diminué si la direction donnait satisfaction aux journalistes qui demandent de prolonger d'un an leur affectation en poste à l'étranger ou en région. La direction n'a pas répondu sur ce point.

## Que faire ?

La direction a non seulement prolongé le blocage de nos salaires, mais elle a aussi réaffirmé qu'elle visait une "remise à plat" de certains accords. Avec d'autres, *SUD* a mis en garde contre toute tentative visant à raboter les avantages sociaux, qui viendrait s'ajouter à tout ce qui tombe actuellement sur la tête des salariés de ce pays (hausse du coût de la vie, des impôts et des cotisations sociales ; déremboursements de la sécurité sociale ; travailler plus - et plus longtemps -, pour gagner moins...).

Le personnel a su se mobiliser dans les moments décisifs. Clarifier, défendre les acquis sociaux arrachés de haute lutte par les générations précédentes, reconstruire des solidarités et l'unité dans l'action, c'est possible.

# Nous comptons sur vous et nous ne lâcherons rien !

Paris, le 11 octobre 2013  
**SUD-AFP**

Pour réagir à ce texte : écrivez à [sudafp@orange.fr](mailto:sudafp@orange.fr)

